

L'institutionnalisation des immigrés "sans papiers" et "clandestins"

un problème qui se généralise dans les pays développés

*Marc OLLIVIER **

Suite aux événements de El Ejido (Andalousie) en février 2000, un colloque intitulé : "Les émeutes xénophobes contre les immigrés clandestins marocains en Andalousie : la politique de l'union européenne en question" s'est tenu les 15 et 16 juin 2001 à Paris. Nous vous en proposons ici une synthèse...

Les émeutes xénophobes anti-marocaines des 5, 6 et 7 février 2000 à El Ejido en Andalousie, suite à l'assassinat d'une jeune femme de 26 ans par un malade mental, et les conséquences qui en résultent jusqu'à aujourd'hui, ont mis en lumière la gravité des tensions sociales et des facteurs déstabilisants générés par le recours démesuré et incontrôlé à l'immigration clandestine de main d'œuvre en Espagne comme dans d'autres pays européens: exploitation forcenée de cette main d'œuvre en situation de faiblesse, non application du droit du travail et même des droits de l'homme les plus élémentaires, ségrégation des lieux d'hébergement, sont les conséquences inévitables de ces pratiques illégales mais tolérées, pour ne pas dire encouragées par les employeurs et les pouvoirs publics, qui conduisent au bout de cet engrenage à la montée du racisme et des mouvements politiques d'extrême droite.

Une commission d'enquête internationale, constituée par le Forum Ci-

vique Européen, s'est rendue sur place en avril 2000 et a publié un rapport complet qui fait le point sur les événements d'El Ejido (1).

Un révélateur dramatique

Le système économique et social sur lequel reposent la production horticole intensive en Andalousie n'est pas un système local isolé: d'une part il participe à la PAC (politique agricole commune) et alimente de ses produits l'ensemble de l'Europe, d'autre part il requiert la force de travail de dizaines de milliers de travailleurs provenant majoritairement du Maroc, mais aussi d'Afrique noire et même d'Amérique du sud. Ainsi cette zone frontalière de l'espace Schengen et de l'Union Européenne est au cœur d'un réseau commercial et financier qui irrigue les plus puissantes structures du commerce alimentaire européen et utilise à son profit la situation sociale désastreuse où sont plongées les populations africaines, en particulier celle du Maroc.

Cette situation est préoccupante, car elle bafoue les libertés publiques et fragilise l'ensemble des rapports de travail en Europe et menace de devenir le modèle concret des développements à venir dans le contexte du partenariat euro-méditerranéen. Car si de tels systèmes de production sont tolérés et protégés par les pouvoirs publics sur le territoire même de l'Union Européenne, qu'en sera-t-il dans les régions du sud de la Méditerranée où les pays européens proposent de créer une zone de libre-échange selon les principes de l'Organisation Mondiale du Commerce ? Entre le nord et le sud circulent sans entraves marchandises et

capitaux tandis qu'une stricte politique de visas contrôlerait sévèrement les migrations de main d'œuvre et renforcerait ainsi les pressions sociales génératrices de migrations clandestines. Nous aurions ainsi à la fois paupérisation au sud et extension des zones de non droit au nord.

Des questions essentielles sont soulevées par de telles perspectives : par quels moyens faire respecter les droits de l'homme et le droit du travail pour les immigrés clandestins ? Comment réduire les "courants migratoires de survie" autour de la Méditerranée, et obtenir la libre circulation des personnes conformément aux principes du droit international... ? Quelle politique internationale de coopération et de développement pourrait remplacer efficacement les projets de zones de libre-échange articulés sur l'espace Schengen et favoriser le développement durable de ces pays ?

Ouverture d'un débat

Un an après les événements d'El Ejido, alors que des personnalités espagnoles publiaient un manifeste pour dénoncer cette situation et exigeaient que les pouvoirs publics prennent leurs responsabilités et fassent respecter les droits et la dignité des immigrés clandestins, l'ISMEA (2), les Comités de Lutte contre la Répression au Maroc et le Forum Civique Européen ont organisé à Paris, les 15 et 16 juin 2001, un débat public entre ceux qui se sentent concernés par de tels événements, pour en prendre toute la mesure et pour mettre en lumière leurs relations avec leur environnement local, européen et international. Ce colloque s'intitulait :

« Les émeutes xénophobes contre les immigrés clandestins marocains en Andalousie : la politique de l'Union Européenne en question ». Au sein de son Comité de soutien on pouvait relever la présence du MRAP, de la LDH, de la FIDH, de l'AMDH (Association Marocaine des Droits Humains), de l'ATMF (Association des Travailleurs Maghrébins en France), de la FSU, etc... (3).

Ce colloque a permis d'une part d'approfondir la compréhension des évènements d'El Ejido, notamment en intégrant les approches de leur impact local, espagnol, européen et marocain et en explorant tous les aspects juridiques, socio-historiques et économiques de leur genèse et de leur déroulement. D'autre part il a eu le grand intérêt d'associer les acteurs sociaux, économiques et politiques à ces différents niveaux, pour l'évaluation des problèmes posés par l'importance croissante de l'immigration clandestine en Europe, et pour proposer des politiques alternatives susceptibles de contribuer à résoudre ces problèmes. Des syndicalistes, des enseignants et des chercheurs, des militants des Droits de l'Homme, venus du Maroc, d'Espagne, d'Italie, des Pays-Bas et de France ont analysé les évènements d'El Ejido et ont cherché à comprendre les facteurs agissant sur toutes les étapes du parcours des sans papiers marocains. Les très lourdes responsabilités des pouvoirs publics au Maroc, en Espagne et dans tous les pays de l'Union Européenne dans l'aggravation de ces facteurs déterminants de la crise politique, économique et sociale au Maroc, de l'instrumentation du racisme et de l'exclusion sociale en Espagne, des dérives sécuritaires et de la précarisation des emplois dans toute l'Europe, ont été fortement soulignées.

Les intervenants ont souvent fait écho aux besoins de solidarité humaine exprimés par ces migrants et protesté contre les seules politiques sécuritaires et policières appliquées par les Etats européens. Mais surtout ils se sont efforcés de mettre en lumière et d'analy-

ser tous les déterminants des « parcours migratoires » vécus par ces hommes, ces femmes, souvent même ces enfants, depuis leur point de départ jusqu'à leurs conditions de vie à l'arrivée, aussi bien en Espagne qu'en France, en Italie, en Hollande ou dans d'autres zones de l'espace Schengen.

Il faut noter qu'au cours des débats ont été rappelées les conséquences négatives du traité de l'ALENA pour le peuple mexicain, en termes d'emplois et de niveaux de vie, notamment dans les secteurs de l'agriculture paysanne et des petites et moyennes entreprises : le risque est grand en effet que des effets comparables se manifestent au Maroc si l'Union Européenne persiste à imposer une zone de libre-échange dérégulée aux pays du sud de la Méditerranée, aggravant ainsi la crise économique et sociale qui les frappe et renforçant les pressions migratoires qui en résultent.

Déroulement du colloque

Après les allocutions d'ouverture et de présentation du colloque par le professeur Gérard de Bernis et Marc Ollivier, le professeur Mohamed Nadif de l'Université de Casablanca, et Saïd Tbel de l'Association Marocaine des Droits Humains, ont fait état de l'obsession du départ par tous les moyens qui règne dans la jeunesse marocaine pour de multiples raisons à la fois politiques, économiques et sociales. Avec François Dellasudda, des Comités de lutte contre la répression au Maroc, ils ont insisté sur la crise de la société marocaine, dont la mondialisation financière dans ses formes actuellement dominantes ainsi que les blocages politiques internes qui bouchent toute perspective d'avenir, sont les principaux responsables. Ils se faisaient ainsi l'écho d'une journée de travail préparatoire qui s'était tenue à Rabat au siège de l'Association Marocaine des Droits Humains le 3 juin 2001 pour associer plusieurs organisations de la société civile marocaine aux travaux du colloque de Paris.

Tous les aspects de la situation des sans papiers en Europe ont ensuite été abordés au cours de ce colloque: aspects juridiques (par Zouhair Aboudahab de l'Association Dauphinoise pour l'Accueil des Travailleurs Etrangers et Yann Boutang de l'Université de Vannes), aspects socioculturels (par Ineke Van der Valk de l'Université d'Amsterdam, Sylvie Mballa de la Coordination des sans papiers et Ali El Baz de l'Association des Travailleurs Maghrébins en France), aspects économiques (par Jean-Pierre Berlan, chercheur à l'INRA et Francis Thomas, syndicaliste). Les débats ont montré que les réglementations policières produisant les situations d'ilégalité, avec instrumentation du racisme xénophobe, répondent à des besoins précis d'une main d'œuvre soustraite à l'application du droit du travail, disponible avec la plus grande flexibilité à des niveaux de rémunération très bas, notamment dans le secteur de l'agriculture intensive des produits frais (fruits et légumes).

Le tableau concret des conditions de vie et de travail des Marocains en Andalousie présenté par Omar El Hartiti du Syndicat des ouvriers agricoles d'Andalousie et Emma Martins de l'Université de Séville ainsi que la présentation du rapport de la commission internationale sur les évènements à El Ejido par Ascen Uriarte du Forum Civique Européen, illustraient parfaitement ces analyses.

Le film de d'Arlette Girardot et Philippe Baqué « Eldorado de plastique » sur les évènements d'El Ejido a été projeté pour permettre aux participants de visualiser les conditions concrètes de vie et de travail des clandestins marocains en Andalousie et de larges débats ont pu s'instaurer entre les 150 participants après les exposés des intervenants.

Au cours de la dernière session, Driss El Yazami de la FIDH et Marie-Christine Aulas, ex-députée européenne, ont montré les contradictions que ces politiques migratoires intro-

duisent dans le grand projet du partenariat euro-méditerranéen, tandis que Lotfi Chengly, de l'Association marocaine des diplômés chômeurs, insistait sur le besoin de politiques alternatives pour impulsurer une véritable stratégie de développement des peuples du Sud de la Méditerranée.

Enfin Alex Robin, du Forum Civique Européen, a souligné en clôturant le colloque l'intérêt des approches croisées internationales et des réseaux de débats transversaux entre chercheurs et organisations de la société civile. Les débats ont en effet montré la nécessité pour les forces vives des sociétés civiles, au sud comme au nord, de coordonner leurs actions pour faire respecter le droit du travail et les droits de l'homme, pour résister aux politiques commerciales qui détruisent les emplois et les petites entreprises nationales, pour réglementer le modèle déséquilibré de l'agriculture productiviste intensive en main d'œuvre précarisée et pour construire entre les peuples impliqués dans les multiples processus de la coopération internationale des partenariats équitables, permettant leur développement économique, social et culturel.

Conclusions des débats

Un premier groupe de conclusions montre que les politiques européennes vis à vis de la main d'œuvre étrangère, notamment dans le secteur de l'agriculture intensive des fruits et légumes, visent à y maintenir un segment du marché du travail précaire et privé de prestations sociales pour favoriser les marges de profit des grandes firmes de distribution en rejetant sur les salariés les coûts d'adaptation aux aléas saisonniers et commerciaux du secteur. Les analogies avec la situation californienne sont mises en lumière. Il y est souligné que ces politiques se manifestent à la fois par des pratiques réglementaires qui fragilisent les autres segments du marché du travail et l'ensemble des rapports sociaux, qu'elles ne respectent ni les droits de l'homme ni le droit du

travail, et qu'elles favorisent l'instrumentation du racisme et des courants d'extrême droite.

Le second groupe de conclusions s'appuie sur le constat que la totalité du "parcours migratoire" de chaque travailleur migrant est un fil conducteur qui révèle les rapports étroits existant entre tous les aspects de la crise économique et sociale du "mal développement" au Maroc d'une part, et l'ensemble du système économique, financier et commercial européen, y compris ses méthodes de gestion de la force de travail, d'autre part. Au sein de la complexité des situations vécues par les immigrés clandestins et par les sociétés où ils sont implantés, la totalité des parcours migratoires, dont on escamote souvent le stade initial, celui du départ, est un des éléments à prendre en compte pour faire apparaître les dimensions réelles du champ d'observation et d'analyse dans lequel s'accomplissent les processus à expliquer et à organiser.

Enfin un troisième groupe de conclusions met en lumière la très forte intégration de la situation des "sans papiers" et des "clandestins" avec les structures globales du capitalisme mondialisé, notamment par l'aggravation des problèmes du développement dans les pays du sud et par la précarisation des rapports sociaux dans les pays du nord. Une intégration qui ne ferait que s'accentuer si les objectifs de l'Organisation Mondiale du Commerce en matière de gestion des forces de travail se réalisaient, puisqu'ils consistent tout simplement à permettre aux entreprises de délocaliser librement leur main d'œuvre d'un pays à l'autre sans tenir compte du droit du travail et des acquis sociaux dans les lieux où s'effectue le travail concret.

L'ensemble de ces débats renforce l'idée selon laquelle les luttes contre le racisme, les idéologies ethnocistes et fondamentalistes, de même que les résistances aux résultats destructeurs de la mondialisation du capitalisme, qui souvent divisent les peuples au lieu d'unir leurs forces et leurs capacités

créatives, doivent nécessairement s'engager dans des processus de coordination et de convergence afin de se renforcer et d'atteindre des niveaux d'organisation suffisants pour construire de nouvelles formes de coopération sur des bases démocratiques et solidaires. ■

(1) *El Ejido, terre de non droit*, rapport d'une commission internationale d'enquête sur les émeutes racistes de février 2000 en Andalousie, Lyon Golias 2001. On peut commander ce rapport en écrivant à : Forum Civique Européen - Limans, 04300 Forcalquier

(2) ISMEA : Institut des Sciences Mathématiques et Economiques Appliquées, créé par François Perroux en 1945.

(3) Il faut signaler que deux semaines plus tôt s'est tenue une rencontre internationale à Larache (Maroc) sur le thème « Emigration, racisme et rôle de la société civile » organisée par un partenariat entre organisations des sociétés civiles marocaine et néerlandaise. Les actes de cette rencontre ne sont pas encore disponibles, mais on peut obtenir un rapport succinct sur les interventions et les débats à l'adresse suivante : <ecodel@iam.net.ma>

PUBLICATION : Le texte complet des principales interventions à ce colloque, ainsi que les conclusions d'une autre réunion de travail tenue avec le Forum Civique Européen en août 2001 à Saint Martin de Crau, ont fait l'objet d'un numéro hors série de la revue « Informations et Commentaires-Le développement en questions » sous le titre « Le goût amer des fruits et légumes ou l'exploitation des migrants dans l'agriculture intensive européenne ». On peut commander ce numéro hors série (format A4, 120 pages) en adressant un chèque de 10 euros à l'adresse suivante : Association pour un Nouveau Développement, 1 rue du lieutenant Potié, 38700 Corenc.

* Chercheur, CNRS-ISMEA